

# à propos

Le magazine du  
KOFF pour la  
promotion de la paix



## Environnement et conflits

swiss  
peace

Schweizerische Friedensstiftung  
Fondation suisse pour la paix  
Fondazione svizzera per la pace  
Swiss Peace Foundation

1

point fort

---

Le changement systémique, une réponse aux conflits environnementaux

---

2

dossier

---

Catastrophes naturelles: l'ennemi commun

---

Le travail de la Direction du développement et de la coopération (DDC) sur les liens entre climat et conflits

---

Salvador : Quand l'incertitude exacerbe la violence contre les femmes

---

Kenya : des groupes de solidarité pour préserver les moyens de subsistance

---

Comparer et associer pacifisme et écologie

---

Gérer durablement les ressources naturelles pour atténuer les conflits

---

Informar les populations de pays en crise et confrontés aux effets des changements climatiques

---

Un scientifique de l'environnement passionné par la paix

---

3

pour aller plus loin

---

Promouvoir la paix en protégeant l'environnement : une idée trop belle ?

---

4

actualité

---

Soudan du Sud – une population lasse de la guerre

---

Organisations membres du KOFF

---

swisspeace / KOFF

---

5

calendrier

---

Événements

---

## editorial

Le réchauffement climatique constitue l'un des plus grands défis du XXI<sup>e</sup> siècle. S'il est de plus en plus lié à des situations de violence, il serait toutefois faux de croire qu'il existe des guerres ou des conflits dont il serait la cause unique. Le dérèglement climatique joue plutôt le rôle d'amplificateur ou d'accélérateur. En d'autres termes, il jette de l'huile sur le feu.

Cela peut être de diverses manières : en contribuant à la raréfaction des ressources, ce qui, par contrecoup, augmente les pressions concurrentielles, en réduisant à néant les moyens de subsistance, ce qui force les populations à émigrer, ou en étant à l'origine d'événements climatiques extrêmes – sécheresses, inondations et autres –, qui affaiblissent les institutions étatiques.

Les auteures et auteurs des articles de ce magazine soulignent tous ces problèmes, mais aussi le fait que le changement climatique peut contribuer à une plus grande coopération : la nature ne se laisse pas affecter par les limites humaines et place les adversaires devant un problème partagé par tous. Face à cet « ennemi commun » – comme le décrit si bien une auteure –, les antagonistes doivent travailler ensemble, ce qui peut avoir des répercussions positives sur les efforts en faveur de la paix.

Bonne lecture !

Amélie Lustenberger, rédactrice du magazine du KOFF

# Le changement systémique, une réponse aux conflits environnementaux



Démonstration des "Xinkas", qui ont travaillé pour être considérés comme un peuple indigène et donc aussi pour avoir les droits du peuple indigène. C'est écrit "Je suis Xinka" sur ses bannières. Photo de Calas

De notre point de vue – celui d'une ONG travaillant dans la politique du développement –, force est de constater que nous sommes en passe de perdre la lutte contre la pauvreté et l'injustice à l'échelle globale et que les conflits liés à l'environnement sont de plus en plus fréquents. Et ce malgré toutes les réussites auxquelles nous parvenons dans le cadre de nos programmes d'action locale. Ce constat a incité Action de Carême à s'ouvrir à de nouvelles réflexions stratégiques dont l'objectif est de répondre aux crises systémiques par des approches systémiques.

Le rapport 2018 du GIEC sur un réchauffement de 1,5 degré a de nouveau confirmé que toute élévation de la température globale supérieure à 1,5 degré aurait des conséquences fatales. Ce qui veut dire aussi que les objectifs de l'Accord de Paris, qui étaient de limiter cette augmentation à 1,5 ou 2 degrés, sont insuffisants. À cela s'ajoute un problème de fond : l'Accord de Paris sur le climat a beau être contraignant, nous sommes encore très éloignés de l'objectif des 2 degrés, et encore plus de celui de 1,5 degré : « On ne décèle aucun renversement de la tendance qui mène au réchauffement climatique à long terme, à la montée des eaux, à l'acidification des mers et à la multiplication des événements

météorologiques extrêmes. Selon les données de l'OMM, la concentration de CO<sub>2</sub> est passée de 403,3 ppm en 2016 à 405,5 ppm en 2017 », alors que les scientifiques nous avaient avertis depuis bien longtemps qu'il ne fallait pas dépasser 350 ppm. La température globale a d'ores et déjà augmenté de un degré. Dès ce siècle, si les émissions de CO<sub>2</sub> continuent à augmenter, la nature et les conditions d'existence de l'humanité subiront des transformations radicales. Sous l'effet des événements météorologiques et des températures extrêmes, de vastes zones de la planète deviendront inhabitables, les conflits et les migrations se multiplieront. Il apparaît déjà clairement que le Sud sera bien plus touché par ces bouleversements que le Nord.

Parallèlement à ces rejets massifs de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, l'exploitation invétérée des ressources continue, malgré toutes nos grandes déclarations en faveur de l'efficacité et de l'économie circulaire. Les stratégies d'approvisionnement en matières premières des États-Unis, de l'UE, de la Chine et même de la Suisse, qui confortent les objectifs de croissance économique des pays fournisseurs, ont des effets dévastateurs. L'exploitation des ressources naturelles, précisément, donne lieu à des conflits sociaux et violents dont les premières victimes sont les populations locales et les acteurs de la société civile qui tentent de s'opposer aux infractions environnementales et aux violations des droits humains. Le nombre de personnes touchées ou menacées augmente, mais aussi leur résistance ; et, partant, la violence étatique ou paraétatique. On l'observe par exemple au Brésil, où ces dernières années, des ruptures de digues ont privé des centaines de milliers de personnes de terres et d'accès à l'eau, et ont porté atteinte à leur santé. Sous le nouveau gouvernement, le pillage de l'espace amazonien se poursuivra.

On retrouve des situations de ce type, qui ne font que renforcer les crises systémiques, dans bien d'autres domaines, comme l'agriculture ou le système financier mondial. À bien des égards, les grandes entreprises internationales jouent un rôle important dans ce mécanisme, y compris de nombreuses entreprises ayant leur siège en Suisse.

### **Pour le changement : agir sur le système**

Depuis 2017, Action de Carême s'intéresse de plus en plus aux solutions systémiques. Pour cela, nous avons déterminé trois thèmes de travail transversaux. 1. Transformation : ce travail, qui concerne tous les niveaux d'Action de Carême, consiste à développer des approches encourageant une transformation profonde par le bas, comme l'engagement politique (par exemple la responsabilité des grandes entreprises) ou les changements individuels de style de vie (transition intérieure). 2. Programmes internationaux contribuant à initier des processus de transformation dans les pays en développement et à nous connecter avec les organisations partenaires concernées afin de pouvoir agir ensemble à l'international (par exemple dans le cadre des réunions de l'ONU à Genève pour le traité contraignant sur les entreprises et les droits humains). 3. Promotion d'alternatives systémiques telles que l'orientation de l'économie vers l'intérêt général, l'agroécologie, les énergies renouvelables ou l'égalité entre les genres.

Ce travail s'appuie sur les démarches suivantes, qui nous semblent particulièrement importantes à l'échelle systémique et peuvent aider à sortir du paradigme actuel :

1) Reconnaître que les crises telles que le bouleversement climatique ont des causes **systémiques**. Parmi celles-ci figurent l'utilisation inégale ou la pollution de ce bien

commun qu'est l'atmosphère, ou encore la prospérité fondée sur les énergies fossiles.

2) Les tendances globales présentent des similitudes, et les crises **s'amplifient mutuellement**. Dès le sommet mondial des Nations unies sur le développement durable de 1992 à Rio de Janeiro, des voix s'étaient élevées pour demander de prendre en compte au niveau politique l'interdépendance des dimensions du problème : écologique, économique et sociale.

3) **Il faut des solutions globales**. Parmi les solutions envisagées aujourd'hui, beaucoup sont de fausses solutions, avec effets rebond. On peut citer les agrocarburants, les voitures économes qui incitent à prendre la voiture plutôt que le train, ou encore les mégabarrages construits en Amazonie pour produire de l'énergie renouvelable. Le Programme 2030 peut ici jouer un rôle important dans la mesure où il ne dissocie pas les questions sociales et écologiques. De même, l'idée qu'il défend, selon laquelle tous les pays sont des pays en développement nécessitant, au Sud comme au Nord, une transformation en profondeur, va dans le bon sens, même si le Programme 2030 reste tributaire du modèle de croissance industrielle.

4) **Sobriété** : il est nécessaire de réduire considérablement la pression sur les ressources de la planète pour empêcher que d'autres systèmes écologiques ne soient détruits. Jusqu'à présent, le découplage nous a permis de produire chaque franc de notre produit intérieur brut avec une éco-efficacité accrue. En Europe, l'efficacité énergétique a augmenté de 50 % de 1990 à 2015, mais la croissance économique générée pendant cette période a suffi à annuler ces succès. Imposer des limites à la consommation serait bien plus décisif. « En associant des augmentations d'efficacité écologique à une transformation du comportement des consommateurs, on permet l'apparition d'un "double découplage", qui pourra permettre aux 10 milliards d'habitants escomptés pour le milieu du siècle de vivre correctement dans les limites de la planète. »

5) Les codes d'éthique volontaires et la responsabilité sociale des entreprises ne peuvent en aucun cas suffire à faire face aux crises globales, sans compter que les traités et les lois portant sur le développement durable et les droits humains sont de plus en plus sapés par les accords sur le commerce et la protection des investissements. Ce qu'il faut, c'est une approche telle que celle proposée par l'initiative « multinationales responsables », et qui consiste à **imposer un cadre contraignant pour protéger ce qui doit l'être**.

6) **Enfin, il faut donner aux alternatives et aux nouvelles approches existantes toute la place qu'elles méritent dans le discours sociétal**. Il n'y a pas de modèle unique et universel, il ne s'agit pas de jouer le socialisme contre le capitalisme. Mais il s'agit peut-être d'un autre capitalisme, ou d'une combinaison de concepts, comme le dit le célèbre activiste international Pablo Solón. Dans le cadre d'un projet soutenu par Action de Carême, Solón a opposé au capitalisme mondial des alternatives systémiques : Buen Vivir, la décroissance, Commons, l'écoféminisme, les droits de la Terre mère et la démondialisation. « Nous traversons une crise systémique à laquelle nous ne pourrions apporter de réponse satisfaisante que si nous parvenons à rassembler et à développer une pluralité de points de vue. La réponse à cette crise systémique exige des alternatives au capitalisme, au productivisme, à l'extractivisme, à la ploutocratie, au patriarcat et à l'anthropocentrisme. »

Action de Carême veut participer à ce « work in progress » du discours sociétal sur le

changement, et y associe un espoir : que le changement qui nous attend soit perçu comme une chance, dans tout ce qu'il a de positif. La situation actuelle, en dehors de tout scénario catastrophe sur le climat, est insupportable, ne serait-ce que sur le plan moral. Mais au Sud comme au Nord, on voit naître des foyers de changement. Leur donner toute l'importance qu'ils méritent est une chance que nous devons saisir avant qu'il ne soit trop tard et que nous ne puissions plus vivre ensemble, ni peut-être même survivre.

### [Action de Carême](#)

Bernd Nilles

[Nilles@fastenopfer.ch](mailto:Nilles@fastenopfer.ch)

Directeur d'Action de Carême

### [links](#)

- [IPCC \(en anglais\)](#)
- [WMO \(en anglais\)](#)
- [Secretary-General's remarks on Climate Change-delivered \(en anglais\)](#)
- [Democracy in action: Protecting civil society space \(en anglais\)](#)
- [Les entreprises suisses violent régulièrement les droits humains](#)
- [Die Große Transformation: Eine Einführung in die Kunst gesellschaftlichen Wandels \(en allemand\)](#)
- [Livre de Pablo Solón, Systemwandel \(en allemand\)](#)

---

dossier

# Catastrophes naturelles: l'ennemi commun



Membre de l'équipe de cinéastes pendant le tournage. Photo de Conciliation Resources.

L'organisation Conciliation Resources et ses partenaires ont apporté leur soutien à la production d'un court métrage qui montre comment la gestion des catastrophes peut être un instrument favorisant la coopération au sein d'une population divisée.

Ces 40 dernières années, l'Asie du Sud a subi plus de 1300 catastrophes naturelles, particulièrement graves dans la région himalayenne du Jammu-et-Cachemire. Le tremblement de terre de 2005 a laissé quatre millions de personnes sans abri et les inondations de septembre 2014 ont été parmi les pires que la région ait connues en plus de 100 ans.

Le Jammu-et-Cachemire est le théâtre de conflits violents depuis 1947 et est divisé par une ligne de contrôle (LdC) fortement militarisée. Bien qu'ils n'aient pas pu se rencontrer dans la région, quatre cinéastes originaires des deux côtés de la ligne de contrôle et soutenus par Conciliation Resources ont produit ensemble le film *Disaster: The common enemy* (Catastrophes : l'ennemi commun) pour faire prendre conscience de l'importance de travailler par-delà des clivages afin d'améliorer la gestion des catastrophes.

En plus de rendre la gestion des catastrophes plus efficace, et donc de sauver potentiellement des milliers de vies, une réponse commune pourrait contribuer à renforcer la confiance entre les différents groupes et à soutenir les efforts de promotion de la paix à



long terme dans la région. Atia Anwer Zoon, une spécialiste de la paix et de la résolution des conflits originaire de la région du Cachemire administrée par le Pakistan, apparaît dans le film et explique :

*« Les catastrophes ne connaissent pas de frontières géographiques et créent donc une opportunité particulière de collaborer dans des régions sensibles aux conflits. »*

Conciliation Resources a commencé à explorer ce potentiel aux côtés de partenaires cachemiriens, dont Shafat Ahmed, originaire de la région indienne du Cachemire. Ce dernier a rédigé un rapport présentant des idées concrètes pour améliorer la préparation et la réaction en cas de catastrophe dans la région et a également été consulté sur ce film :

*« Réagir plus efficacement lors de catastrophes pourrait sauver de nombreuses vies dans cette région. Il est dans l'intérêt des deux parties de partager des recherches et des données les concernant pour aider à se préparer aux catastrophes et à y faire face. Je pense aussi que la collaboration renforcera la confiance entre les personnes de part et d'autre de la ligne de démarcation. »*

Parmi les propositions de collaboration figurent le partage des données hydrologiques et sismologiques afin de donner l'alerte plus rapidement ainsi que l'amélioration des lignes de communication et l'accès de l'autre côté de la ligne de contrôle pendant les crises humanitaires.

#### Conciliation Resources

Emily Deeming

edeeming@c-r.org

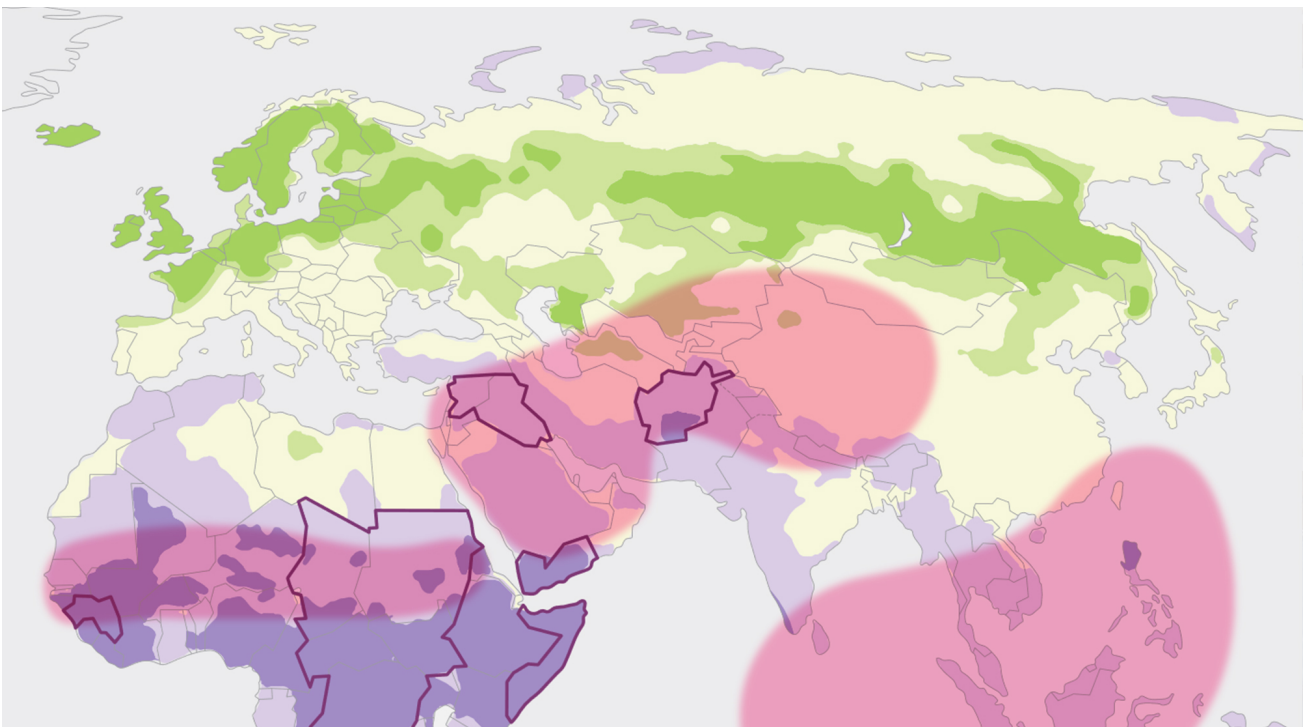
#### links

- [Disaster: the common enemy \(en anglais\)](#)
- [Briefing Paper: Towards effective disaster preparedness and response in Kashmir \(en anglais\)](#)

---

dossier

# Le travail de la Direction du développement et de la coopération (DDC) sur les liens entre climat et conflits



Synthèse des liens Changement climatique & Environnement : Fragilité et Conflit. Image de la Direction du développement et de la coopération

Dans l'ensemble, le changement climatique n'est pas une cause automatique de conflit violent. Toutefois, il ne fait aucun doute qu'il accroît indirectement la menace et le risque de conflit. Concrètement, plusieurs éléments indiquent que les phénomènes climatiques nouveaux et extrêmes augmentent le risque en la matière, car ils ont des effets néfastes sur l'accès aux ressources naturelles et entraînent par conséquent des pénuries. Par ailleurs, l'accroissement des risques de catastrophe naturelle peut également déclencher un mouvement de population. Le changement climatique n'est pas un facteur de conflit à lui seul, mais un élément susceptible de renforcer le risque de violence et de conflit dans une situation déjà fragile. Les zones caractérisées par des institutions peu robustes, par de hauts niveaux de pauvreté et par une économie majoritairement agricole sont particulièrement vulnérables aux facteurs qui accroissent les menaces de conflit, et donc plus susceptibles d'être touchées par un conflit lié au climat.

Plusieurs interventions de la Suisse concernent les liens entre l'environnement, la fragilité et les conflits. Une analyse solide doit permettre d'orienter les efforts de la DDC en vue de réduire le nombre de conflits qui portent sur les ressources naturelles. La gestion conjointe de certaines ressources naturelles peut augmenter la confiance entre deux pays, empêcher le déclenchement d'un conflit et promouvoir la paix. La coopération au développement doit appuyer ces efforts en remédiant aux causes premières des conflits. L'initiative « Blue peace », par exemple, contribue à renforcer les bases d'une coopération future pour la gestion des ressources hydriques du bassin de l'Oronte à l'échelle locale, nationale et internationale. Si l'eau peut jouer un rôle dans le déclenchement d'un conflit, comme en Syrie, ce projet repose sur le principe qu'elle peut également être un facteur de réconciliation, et que la gestion commune des ressources hydriques peut contribuer à la promotion de la paix.

Le Réseau Changement climatique et Environnement de la DDC, en collaboration avec le Réseau Conflit et Droits humains, a élaboré une synthèse pour mettre en évidence les liens entre les questions environnementales, le changement climatique, la fragilité et les conflits. Ce document présente un aperçu des liens complexes entre tous ces aspects, en se concentrant sur les conflits causés par la dégradation des ressources naturelles.

[Direction du développement et de la coopération \(DDC\)](#)

Simone Droz

[simone.droz@eda.admin.ch](mailto:simone.droz@eda.admin.ch)

[links](#)

- [Synthèse des liens, No 5, Juillet 2018 \(en anglais\)](#)

---

dossier

# Salvador : Quand l'incertitude exacerbe la violence contre les femmes



Ecofeminisme UNES 2018. Photo de UNES

Le Salvador occupe l'une des premières places mondiales en matière de vulnérabilité et de risque climatique, en raison de l'état actuel de ses ressources naturelles. De 2009 à 2015, 7 années ininterrompues d'inondations (3 ans) et de sécheresse (4 ans) ont engendré plus de 1,6 milliard de dollars de pertes (230 millions annuels, soit 1,3% du PIB). La sécheresse a induit une réduction drastique du débit d'eau disponible : le volume a diminué de plus de 90% à l'est du pays.

Ces crises affectent différemment les hommes et les femmes, puisque la culture patriarcale dominante dans cette région impose aux femmes la responsabilité de se procurer les ressources naturelles comme l'eau et l'énergie, notamment pour la cuisson des aliments. Elles sont dépendantes des ressources naturelles disponibles. A titre d'exemple, le temps nécessaire pour obtenir dix litres d'eau dans les communautés du Salvador peut aller jusqu'à deux heures, en raison de la longueur des trajets à parcourir et du temps d'attente pour que les sources d'eau s'approvisionnent.

Les conflits entre communautés et industries pour l'utilisation et le contrôle de l'eau ont augmenté cette dernière décennie. Des femmes témoignent avoir été victimes d'agressions et de viols lorsqu'elles se déplaçaient dans des lieux isolés à la recherche d'eau ou de bois pour la cuisine. De plus, les femmes qui militent pour le droit à l'eau sont confrontées à plusieurs types de violences, discriminations et criminalisations. Comme Sonia Sanchez, leader de la communauté de Saint Thomas, poursuivie en justice pour diffamation par le Groupe Roble parce qu'elle dénonçait des actions responsables du tarissement de plusieurs sources d'eau.

Dans un pays où le nombre de féminicides en avril 2018 compte 135 victimes, les conflits environnementaux, prolifèrent. Cela ne va pas aller en s'améliorant : les scénarios climatiques prévoient une réduction de l'eau au Salvador allant jusqu'à 40% en 2050 et 82% en 2100. Cette situation risque encore d'accentuer les violences dans ce pays et exige donc un virage à 180° et un recentrage sur la gestion durable de l'environnement. L'Etat devrait notamment donner la priorité aux populations les plus bafouées et générer des mécanismes de participation et d'inclusion des femmes qui représentent 53% de la population et qui sont encore absentes des décisions qui concernent tant la famille que le pays.

Dans ce contexte, la UNES (Unidad Ecológica Salvadoreña), appuyé par Eirene Suisse au Salvador grâce à l'envoi de volontaires qualifiés, forme les communautés à la prise de conscience et la défense des ressources naturelles. La dimension de genre fait partie intégrante de son action : l'association forme en effet des leaders communautaires hommes et femmes, pour la défense de leurs droits, notamment en lien avec les problématiques mentionnées ci-dessus. Plus spécifiquement, elle forme les membres des communautés sur l'auto-détermination des femmes et la masculinité positive, afin de réduire les violences faites aux femmes, exacerbées par les problèmes d'accès à l'eau.

## UNES

Carolina Amaya, Nidia Hidalgo, Luis González

[Eirene Suisse](#)

Patricia Carron

[info@eirenesuisse.ch](mailto:info@eirenesuisse.ch)

Chargée de programme pour l'Amérique Centrale

## links

- [Juicio contra Sonia Sánchez \(en espagnol\)](#)
- [Activités d'Eirene Suisse](#)
- [Activités de la UNES, partenaire d'Eirene Suisse au Salvador \(en espagnol\)](#)

---

dossier

# Kenya : des groupes de solidarité pour préserver les moyens de subsistance



Les membres d'un groupe de solidarité appliquent main dans la main ce qu'ils ont appris durant une formation sur les jardins potagers. Photo de Action de Carême

Au Kenya, les conséquences du changement climatique, la surexploitation des ressources, les injustices et les inégalités historiques, la corruption endémique et la pauvreté déclenchent régulièrement des conflits violents, souvent localisés le long de lignes ethniques. L'accès aux ressources naturelles, au premier rang desquelles le sol et l'eau, ainsi que leur contrôle, sont au cœur de ces affrontements. La solidarité et les autres valeurs traditionnelles sont en recul, supplantées par un matérialisme impitoyable.

Sur les hauts plateaux fertiles, très densément peuplés, les plantations des élites côtoient des exploitations familiales, qui luttent pour survivre en cultivant parfois moins d'un hectare de terre. Ces parcelles s'amenuisent à chaque génération. C'est la conséquence des conflits de succession, qui déchirent les familles et dont veuves et filles ressortent souvent les mains vides. L'agriculture axée sur la demande, qui fait intervenir semences hybrides et engrais chimique, fait basculer de nombreuses familles dans l'endettement. Dans les régions semi-arides, les communautés pastorales sont fortement exposées, en

raison du surpâturage et de la multiplication des épisodes de sécheresse. Les troupeaux sont à la fois un moyen de subsistance et un symbole de statut. Lorsque les pâturages s'appauvrissent, ils sont emmenés paître sur les terres des cultivateurs, ce qui débouche fréquemment sur des flambées de violence.

Les projets des partenaires locaux d'Action de Carême s'articulent autour de trois axes:

1) La pratique de l'agro-écologie accroît la résilience des petites exploitations familiales face aux effets du changement climatique. La cueillette forestière et les jardins potagers garantissent l'autosuffisance et la diversité alimentaires à moindres frais.

2) Grâce à des activités communautaires et à des systèmes d'épargne collectifs, les groupes de solidarité couvrent leurs besoins élémentaires et s'affranchissent à long terme de l'endettement.

3) Des comités de paix locaux jouent un rôle phare dans la résolution pacifique des conflits ayant trait aux ressources, tandis que des juristes non professionnels locaux sensibilisent les villageois au droit foncier et assurent la médiation dans les litiges agraires.

L'objectif de ces actions à long terme est de développer la capacité des groupes de solidarité à faire valoir leurs droits auprès des autorités et à enclencher des processus de transformation.

#### [Action de Carême](#)

Benno Steffen

Steffen@fastenopfer.ch

#### links

- [Action de Carême](#)
- [Action de Carême au Kenya](#)

---

dossier

# Comparer et associer pacifisme et écologie



Carte postale de 1985. Image : Harrel Graham. Earthspace

Les besoins de protéger l'environnement et faire progresser la paix apparaissent dans le débat politique au début du 20<sup>ème</sup> siècle avec par exemple l'établissement des premières réserves naturelles ou du prix Nobel. La non-violence prend corps dans l'entre-deux guerres, puis la Charte de l'ONU interdit la guerre (§2.3-4, 33 et 51). Les années 70' marquent un réveil « militant » et l'entrée de ces domaines dans la science et la recherche: c'est le début de leur légitimité. C'est aussi le début de l'écologie politique. La paix reste en retrait, mais fait un brillant retour par la non-violence avec et après la chute du mur de Berlin.

Comment offrir un futur durable et sûr à l'humanité et aux générations futures sans développement de la paix ? Pouvons-nous répondre par la paix aux défis climatiques ?

Les Objectifs du Développement Durable souhaitent réaliser cette symbiose, un destin heureux et durable en ne laissant personne de côté.

La paix et l'écologie font face à un même défi : l'avenir de l'humanité. L'apport de la paix, en tant que méthode fondamentale y est essentiel. La paix et la préservation de l'environnement partagent les principes de prévention et de précaution. La paix sait gérer les conflits sans les aggraver et permet de créer des infrastructures respectueuses de la personne humaine et de la planète. La paix est essentielle à la pérennisation de l'histoire



humaine, dans la dignité, parce que c'est ensemble et comme une seule humanité, par notre participation, que nous répondrons au changement climatique. Cette unité permettra également de trouver une partie des fonds nécessaires à la transition énergétique.

L'APRED travaille actuellement à la définition et à la promotion des méthodes fondamentales nécessaires à la réalisation des droits fondamentaux: éducation et prévention, précaution et gestion pacifique universelle des différents, gestion du passé et leçons apprises, progrès et concrétisation de la paix dans les valeurs et les infrastructures sociétales et juridiques.

## APRED

Christophe Barbey

cb@apred.ch

## links

- [APRED](#)
- [Les objectifs du développement durable \(en anglais\)](#)

---

dossier

# Gérer durablement les ressources naturelles pour atténuer les conflits



Comité pour la paix et la coexistence dans un village sri lankais rassemblant des Cingalais, des Tamouls et des membres de la communauté musulmane. Photo de Helvetas / Sarah Niemeyer

Les ressources naturelles telles que la terre, l'eau, la forêt et les réserves halieutiques constituent les moyens de subsistance de base d'une part importante de la population des pays en développement. Elles sont typiquement exploitées par plusieurs utilisateurs, parfois en coopération, mais aussi, souvent, dans une logique de concurrence. L'expérience de la conduite de projets dans plus de vingt pays a permis à Helvetas d'accéder à une connaissance pointue de la gestion durable des ressources naturelles : celle-ci doit s'appuyer sur une affectation claire et sûre des droits d'occupation des terres et d'exploitation des ressources entre les utilisateurs, intégrer des mécanismes équitables de partage des bénéfices et, enfin, tenir compte des relations de pouvoir entre les utilisateurs.

Nos projets sont bâtis sur une analyse minutieuse de plusieurs aspects : intérêts et besoins des acteurs, revendications de ces derniers quant aux droits sur les ressources, fondements institutionnels de ces revendications et relations de pouvoir entre les parties prenantes. Le cas échéant, nous facilitons les prises de décision participatives en créant des plateformes de coopération et de dialogue aptes à rassembler des personnes différentes de par leurs intérêts, leur identité et leur milieu socio-économique.

L'expérience recueillie dans des contextes variés, tels que les zones sèches du Sahel et de l'Afrique de l'Est, où cohabitent cultivateurs et éleveurs, les villages de pêcheurs sur la côte du Myanmar ou encore la gestion des forêts dans les Andes et l'Himalaya, montre que des interventions bien pensées peuvent permettre de prévenir et d'atténuer les conflits.

Notre travail de projet met en avant la gestion de programmes sensibles aux situations de conflits. Nous apprenons à nos équipes à analyser et comprendre le contexte local, à identifier la manière dont les programmes interagissent avec leur environnement et à élaborer ou modifier nos projets et programmes en fonction des résultats. Le guide pratique « 3 étapes pour travailler en situations de fragilité et de conflit » et le manuel en anglais du même nom, élaborés par Helvetas et KOFF, contiennent à ce sujet des informations utiles.

Les autres activités clés de gestion des conflits englobent le développement des compétences de transformation non violente des conflits pour les personnes et les institutions, la promotion des principes de bonne gouvernance auprès des acteurs concernés, et le renforcement des structures et mécanismes de résolution des conflits déjà existants au sein des communautés.

#### [HELVETAS Swiss Intercooperation](#)

Kaspar Schmidt

[kaspar.schmidt@helvetas.org](mailto:kaspar.schmidt@helvetas.org)

Responsable de l'équipe Environnement et changement climatique

#### links

- [The manual '3 Steps for Working in Fragile and Conflict-Affected Situations \(WFCS\)' \(en anglais\)](#)
- [The field guide '3 Steps for Working in Fragile and Conflict-Affected Situations \(WFCS\)' \(en anglais\)](#)
- [Topic sheet 'Natural Resources and Conflict' \(en anglais\)](#)
- [Conflict Sensitive Programme Management \(en anglais\)](#)
- [Natural Resources and Conflict \(en anglais\)](#)
- [Environnement et changement climatique](#)

---

dossier

# Informers les populations de pays en crise et confrontés aux effets des changements climatiques



Un journaliste malien en reportage lors de la couverture par la Fondation Hironnelle du sommet de la COP22 à Marrakech en 2016. Photo de Tristan Miquel / Fondation Hironnelle

**La Fondation Hironnelle mobilise une équipe de journalistes africains pour couvrir les discussions de la COP24, sommet international sur le changement climatique, du 3 au 14 décembre 2018 à Katowice en Pologne. Objectif : informer les populations de Centrafrique, de République démocratique du Congo, du Mali, du Niger et de Guinée et leur permettre de faire entendre leur voix.**

La 24<sup>ème</sup> édition de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) se tiendra à Katowice, dans le sud de la Pologne, fin 2018. Depuis le sommet de la COP21 à Paris en 2015, la Fondation Hironnelle réunit pour couvrir ces sommets des journalistes travaillant pour des médias qu'elle a créé ou qu'elle soutient dans plusieurs pays africains confrontés à des crises multiples et aux effets des changements climatiques. Les médias peuvent en effet fournir des clés de compréhension

aux populations pour développer les capacités d'adaptation et de résilience, un enjeu d'autant plus vital dans des sociétés confrontées à des crises sécuritaires, politiques ou sociales majeures.

Pour la couverture de la COP24, la Fondation Hironnelle réunit ainsi à Katowice des journalistes malien, nigérien, guinéen, centrafricain et congolais. Ils couvrent pendant toute la durée du sommet les discussions politiques, et notamment le travail des délégations de leurs pays, et les initiatives de la société civile et autres approches innovantes pour l'adaptation au changement climatique dans leurs pays. Ils mettent aussi en avant, au travers de reportages réalisés sur le terrain avant le sommet, la réalité et les défis des populations locales directement impactées. Ces journalistes sont encadrés et conseillés pendant leur séjour par un rédacteur en chef de la Fondation Hironnelle. Leurs productions radiophoniques, mais aussi vidéo sont diffusées en français et en langues locales par leurs médias dans leur pays et sur les réseaux sociaux. Toutes ces productions sont aussi disponibles en français sur une page spéciale du site web de la Fondation Hironnelle.

[Fondation Hironnelle](#)

Nicolas Boissez

[nicolas.boissez@hironnelle.org](mailto:nicolas.boissez@hironnelle.org)

[links](#)

- [Fondation Hironnelle](#)

---

dossier

# Interview: Un scientifique de l'environnement passionné par la paix



Simon Mason. Photo: Simon Mason

**Dr. Simon J. A. Mason dirige le Mediation Support Team du centre de recherche sur la politique de sécurité (CSS) de l'EPF de Zurich et travaille dans le Mediation Support Project (une initiative commune du CSS et de swisspeace, financée par le DFAE). Dans cet interview, il nous en dit plus sur la manière dont le conflit et l'environnement sont liés l'un à l'autre, et donne une évaluation de la situation actuelle des pacificateurs.**

**Vous avez fait votre doctorat en sciences de l'environnement, puis vous êtes devenu médiateur. Qu'est-ce qui vous a incité à connecter ces domaines?**

Cette connexion a vraiment commencé quand j'ai fait mon doctorat sur le partage de l'eau dans la région du bassin du Nil en me concentrant sur le Soudan, l'Égypte et l'Éthiopie. Je me suis rendu compte que la quantité et la qualité de l'eau sont importantes, mais que l'utilisation et la gestion politique de l'eau sont tout aussi importantes et à bien des égards beaucoup plus difficiles. Au cours de cette période, j'ai mis davantage l'accent sur les aspects politiques des conflits environnementaux et sur la façon de réunir les gens pour

résoudre ensemble les problèmes. Je trouve l'interaction dans les conflits environnementaux très intéressante; si un problème est purement politique, il peut parfois être difficile à comprendre, mais s'il est purement technique, il peut aussi parfois être un peu ennuyeux.

**Dans votre travail de médiateur, comment votre formation de scientifique de l'environnement vous a-t-elle aidé?**

L'enseignement des sciences de l'environnement que j'ai reçu à l'EPF de Zurich est très axé sur les problèmes. Nous n'étions pas parfaitement solides dans une discipline, mais nous avons un peu de connaissances dans plusieurs disciplines et nous avons essayé d'appliquer cela à un problème, ce qui est assez proche de la logique de la médiation. L'autre aspect important des sciences de l'environnement est l'approche multiperspective, qui est également très similaire à la médiation. Il n'y a pas qu'une seule vérité, mais cela dépend beaucoup de la perspective à partir de laquelle on examine un problème et on doit tenir compte de toutes les perspectives si on veut aller de l'avant et trouver une solution.

Néanmoins, dans le contexte actuel, l'idée que tout est subjectif est parfois poussée trop loin. Avec les sciences, on a des faits réels et on peut mesurer les choses, ce qui est un contrepois important. Particulièrement dans les conflits environnementaux, si on peut obtenir des informations scientifiques et si on peut s'entendre sur leur interprétation cela peut aider à trouver une solution.

Lorsqu'on applique les sciences de l'environnement à la médiation, la question est souvent de savoir comment apporter des connaissances techniques de manière à dépolitiser certains aspects du conflit, tout en étant très conscient que les décisions politiques doivent encore être prises. Se concentrer sur les aspects techniques peut souvent aider à trouver un terrain commun.

**Pensez-vous que la conscience du lien entre l'environnement et les conflits est en train de s'accroître?**

Le principal défi réside dans le fait que le lien entre le changement climatique et les conflits violents est indirect, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il est sans importance et que nous pouvons l'ignorer. Je pense que les gens sont conscients des changements climatiques, mais on a peut-être trop mis l'accent sur un lien direct possible entre pénurie de ressources ou le changement de l'environnement et l'éclatement de conflits violents. Puis il y a eu des recherches qui ont montré que ce n'était pas le cas. Il est difficile à qualifier un conflit comme "conflit environnemental", car les conflits ne sont presque jamais purement environnementaux, mais toujours multidimensionnels. À mon avis, c'est ce qui rend ce lien au conflit, particulièrement au conflit violent, assez délicat.

**Vous êtes co-auteur d'un livre intitulé "Médiation et Gouvernance dans un Contexte Fragile: Petits Pas vers la Paix" qui sera publié en février 2019. Que pouvez-vous m'en dire?**

Je l'ai écrit avec Dekha Ibrahim Abdi, une médiatrice kenyane et somalienne qui a travaillé entre autres sur le thème de la terre et du conflit. Elle s'est beaucoup concentrée sur le niveau local et a essayé de rendre la médiation d'un conflit plus durable en l'associant au développement de comités locaux de paix, qui visaient également des changements

politiques à long terme au niveau central de l'Etat. C'était une personne unique qui travaillait à la base, mais en même temps était impliquée au niveau national pour faire face à la crise électorale de 2007/2008 au Kenya. Elle a également eu des expériences internationales, et elle était douée pour atteindre et relier différents mondes, – l'Ouest, l'Est, le Nord, le Sud -, et différentes cultures. Inspirée et enracinée dans l'islam, elle était ouverte à l'engagement et à l'apprentissage avec d'autres cultures.

### **Comment est né le livre?**

Nous nous sommes rencontrés lors d'un atelier sur les médiateurs internes, c'est-à-dire les médiateurs qui travaillent dans leur propre contexte de conflit, puis nous avons co-formé dans de nombreux ateliers de médiation. Je lui ai demandé si elle serait ouverte à un tel projet de livre. La motivation était de l'aider à rendre sa sagesse, ses réflexions et ses idées issues de ses expériences accessibles à un public international plus large. Je pense qu'elles sont très précieuses pour les personnes qui travaillent dans les contextes fragiles, où le système de gouvernance peut manquer de légitimité ou d'efficacité. Je pense que, surtout dans le contexte mondial actuel, qui est très polarisé et parfois déprimant, elle a vraiment donné vie à un message d'espoir très fort qui dit qu'on peut parvenir à la paix, si on le fait par petits pas et en coordonnant ses efforts. Ce message d'espoir est d'autant plus convaincant qu'il a grandi malgré les énormes défis et les nombreuses souffrances qu'elle a vécues. Elle est morte dans un accident de voiture en 2011, ce qui a rendu le projet un peu plus compliqué. J'ai travaillé avec sa famille et ses collègues et nous avons utilisé beaucoup de matériel d'entrevue directe pour garder sa voix originale dans le livre. Nous avons également mis en ligne certains de ces extraits audio pour que vous puissiez l'écouter sur notre page "Mediation and Gouvernance".

### **Vous a-t-elle inspiré l'espoir de paix ?**

Absolument, cela peut paraître étrange, mais pour moi, la pacification est un peu comme de petites souris travailleuses, elles peuvent facilement être blessées ou tuées, mais si elles sont rapides et polyvalentes, elles peuvent aussi être très efficaces pour faire bouger un éléphant. Je pense donc qu'absolument, le livre a un message d'espoir, mais un message qui est modeste, en n'essayant pas de tout résoudre. Mais, parce qu'on ne peut pas tout résoudre, cela ne veut pas dire qu'on ne doit pas essayer de résoudre et de transformer ce qu'on peut.

### **Quelle est votre évaluation actuelle de la paix dans le monde?**



Dans le contexte actuel, les défis sont nombreux. Cette polarisation dans de nombreuses sociétés et entre les États, et un accent très fort sur la politique du pouvoir. Je pense que c'est un contexte où il serait facile de se désengager du travail de paix. Je crois que dans de tels contextes, il est encore plus important que les gens, qui luttent et investissent pour la paix, s'entraident. Vous pouvez trouver de telles personnes travaillant pour la paix dans toutes les sociétés du monde entier. Il y a un réel besoin de plus de solidarité, nous sommes tous menacés et nous devons nous unir pour être efficaces. Lorsque vous êtes sous pression, vous pouvez soit vous effondrer et vous faire concurrence les uns aux autres, soit vous en servir comme incitatif pour mieux travailler ensemble. Comme l'a dit Dekha : "Si vous joignez vos énergies à celles des autres, vous pouvez déplacer des montagnes".

[swisspeace](#)

Intervieweuse: Dayana Hug

Dayana.Hug@swisspeace.ch

[links](#)

- [Simon Mason ETH-Center for Security Studies \(CSS\) \(en anglais\)](#)
- [Mediation and Governance in Fragile Contexts: Small Steps to Peace \(en anglais\)](#)
- [Stepping stones to peace? Natural resource provisions in peace agreements \(en anglais\)](#)

---

pour aller plus loin

# Promouvoir la paix en protégeant l'environnement : une idée trop belle ?



Le conflit de l'eau en Israël/Palestine offre un cadre parfait pour des mesures de consolidation de la paix dans l'environnement. Photo de Creative Commons

Les guerres ont souvent des effets dévastateurs sur l'environnement. On pense par exemple aux vastes collines hérissées d'arbres nus au Vietnam, après que des millions de litres d'agent orange ont été déversés sur le pays. Mais l'inverse est également vrai, comme on l'observe depuis plusieurs décennies : la dégradation de l'environnement est de plus en plus une cause ou un facteur aggravant des conflits violents.

Très vite, pourtant, on a entrepris d'aborder la question en mettant à profit une caractéristique propre aux problèmes environnementaux.

La nature, en effet, ne se préoccupe pas des frontières tracées par les êtres humains. En d'autres termes, les problèmes environnementaux touchent souvent plusieurs communautés, qui peuvent être en conflit les unes avec les autres. Dès lors, les individus concernés ont de bonnes raisons de vouloir s'attaquer ensemble au problème. C'est cette idée qui a donné naissance au concept de « promotion de la paix par l'environnement ». Il

s'agit de faire en sorte que des groupes divisés par un conflit mettent leurs différends de côté pour faire face à un même défi environnemental, et qu'ils dialoguent et collaborent. La gestion conjointe de forêts et de bassins fluviaux entraîne la création d'institutions communes et une amélioration progressive de la situation environnementale. Par voie de conséquence, la défiance, les soupçons et les tensions s'apaisent peu à peu, ce qui permet donc aussi de pacifier les relations entre les groupes en présence. Mais ce n'est pas tout. En renforçant les liens d'interdépendance et en établissant de nouvelles voies de communication, il semble possible de réduire la probabilité d'escalade d'un conflit. En somme, la promotion de la paix par l'environnement ouvre de fabuleux horizons : elle promet de résoudre à la fois des problèmes environnementaux et des conflits.

Aussi enthousiasmante soit-elle sur le papier, cette idée se heurte pourtant à la réalité. Pour mettre en œuvre de tels mécanismes de promotion de la paix, de très nombreuses conditions doivent être remplies. Un conflit peut être aggravé si les individus ont l'impression que les bénéfices d'une coopération transfrontière sont injustement répartis. Malgré des attentes très fortes, la coopération environnementale n'a que peu de chances d'aboutir à des formes de coopération plus larges, et le dialogue politique se limite aux aspects écologiques. Ainsi, bien que les institutions environnementales offrent des canaux de communication fonctionnels, il semble que les décideurs n'en fassent pas usage face à la menace d'une confrontation militaire. Et si les tensions entre communautés s'accroissent, une coopération est plus susceptible de prendre fin que d'apaiser la situation. Pire, les initiatives de protection transfrontière peuvent être exploitées par les États pour masquer des conflits qui portent sur des ressources minières ou des territoires, et pour justifier des actions militaires. Par conséquent, bien qu'il existe de véritables réussites, les exemples précédents montrent que les attentes en matière de promotion de la paix par l'environnement doivent rester réalistes.

[swisspeace](#)

Dayana Hug

Dayana.Hug@swisspeace.ch

links

- [“Yes to Peace”? Environmental peacemaking and transboundary conservation in Central America \(en anglais\)](#)
- [The Impact of Environmental Cooperation on Peacemaking: Definitions, Mechanisms, and Empirical Evidence \(en anglais\)](#)
- [Environmental Cooperation as a tool for crisis prevention and post-conflict rehabilitation \(en anglais\)](#)

---

actualité

# Portrait d'une personne: Soudan du Sud – une population lasse de la guerre



Leben Moro. Photo: Leben Moro

**Leben Moro a grandi dans un pays déchiré par les guerres civiles. Il a vécu le conflit dans toute son horreur. Aujourd'hui, il puise auprès de sa famille et de ses amis la force nécessaire pour dépasser son traumatisme et a retrouvé un peu d'espoir depuis la conclusion de l'accord de paix de l'été dernier. Mais au fond de lui, le scepticisme demeure.**

Indépendant depuis 2011, le Soudan du Sud est le plus jeune État d'Afrique. Et, aux dires de beaucoup, un cas désespéré. La partition entre le Sud, noir et chrétien, et le Nord, arabe et musulman, est intervenue à la suite de guerres civiles meurtrières. Et dès 2013, le pays a de nouveau été le théâtre d'affrontements sanglants. Dans ce pays aux plus de 60 tribus et peuples, il n'est pas facile de savoir qui lutte contre qui. Pour simplifier, les partisans de l'actuel président Salva Kiir s'opposent aux fidèles de l'ancien vice-président Riek Machar.

Le professeur Leben Moro a grandi dans ce qui est aujourd'hui le Soudan du Sud, à la frontière ougandaise. À l'Institut d'études pour la paix, le développement et la sécurité de l'Université de Juba, où il travaille, il se consacre exclusivement à la promotion de la paix. «

Les conflits sont la cause de la quasi-totalité des problèmes de ce pays, assène-t-il. L'aide d'urgence sous forme de nourriture, d'eau et de médicaments est essentielle bien sûr, mais pour changer durablement les choses, il faut investir dans la construction de la paix. »

Son intérêt pour le sujet remonte au tournant des années 1990, alors qu'il suivait des études en Égypte. Durant cette période, il a côtoyé régulièrement des réfugiés soudanais. Après s'être d'abord intéressé à des questions humanitaires, il a voulu s'attaquer à la racine du problème, la guerre qui embrasait le sud du pays. « Les gens fuient pour échapper à la violence perpétuelle. Si nous refusons de voir plus longtemps les réfugiés souffrir des conditions précaires qui règnent dans les camps d'accueil, nous devons rétablir la paix au Soudan du Sud », affirme résolument Leben Moro.

Pour lui qui a grandi dans une région marquée par la violence, la guerre n'a rien d'une notion abstraite que le nombre de morts et de blessés suffirait à définir. Bien qu'il soit amené, dans ses recherches, à penser la guerre en termes théoriques, elle a aussi pour lui une dimension émotionnelle qui le touche personnellement. « Il ne s'agit pas d'une violence abstraite, qui atteint des inconnus loin de chez vous, ce sont des hommes et des femmes qui sont vos amis ou votre famille », souligne-t-il. Son travail le confronte souvent à des récits d'une grande cruauté, et il a déjà vu des personnes tomber sous les balles ou être victimes de viols.

« Ces événements et ces histoires ne sont jamais faciles à surmonter », confie-t-il. Dans les pays occidentaux, les personnes traumatisées ont accès à des moyens thérapeutiques variés : suivi psychologique, médicaments, yoga, méditation et autres les aident à surmonter les situations de stress. On ne trouve rien de tel au Soudan du Sud. Cela n'empêche pas Leben Moro de tenir bon dans les jours difficiles, et ce grâce à ses proches : rire et discuter avec sa famille et ses amis constitue pour lui le meilleur remède. « J'ai besoin de personnes qui pensent comme moi, en qui je peux avoir confiance et qui me comprennent. S'enfermer seul dans une pièce pour fixer le mur et méditer ? Très peu pour moi. Je crois que je deviendrais fou », dit-il dans un sourire.

Dans l'actualité récente, le franchissement d'une étape a fait renaître une lueur d'espoir : l'été dernier, les parties ont signé un accord de paix. Depuis, les violences ont fortement diminué et Juba, la capitale, connaît même un embryon de reprise économique. Leben Moro s'en félicite et souhaite rester optimiste. Mais il ne cache pas que ce processus lui inspire des sentiments en demi-teinte. Plusieurs accords de paix n'ont-ils pas déjà échoué au stade de la mise en œuvre ? Il concède qu'il ne croira vraiment en la paix que le jour où les rebelles reviendront dans le pays et formeront un gouvernement avec l'équipe actuellement au pouvoir. « Les gens sont las de la guerre, ce qui me redonne espoir. Ils sont las de se battre, las des problèmes sociaux et las de vivre dans une économie ruinée », observe-t-il. L'avenir dira si cette tentative de paix était la bonne.

La vie dans les camps de réfugiés est elle aussi loin d'être facile : « Imaginez que vous soyez constamment tributaire d'une aide extérieure. Vous n'avez aucun moyen de cultiver des légumes ou de gagner de quoi survivre. Tout ce que vous pouvez faire, c'est espérer que les biens de secours vont arriver. Certains jours, vous recevez des colis, d'autres jours vous n'avez rien. Et vous ne pouvez rien y faire. C'est une situation qui doit cesser. Les gens veulent vivre de manière autonome. »

Cela étant, Leben Moro ne manque pas d'exprimer toute sa gratitude pour l'aide qui parvient au pays : « Nous bénéficions du soutien de plusieurs gouvernements, d'ONG et de nombreux donateurs particuliers très généreux ». Lui dont des membres de la famille vivent dans des camps de réfugiés reconnaît l'importance vitale de cette aide. « C'est la violence qui nous a plongés dans cette situation. Le Soudan du Sud est un pays riche en ressources. Si la paix y régnait, nous n'aurions pas besoin d'aide. C'est la raison pour laquelle l'institut où je travaille s'engage pour l'éducation : il est crucial de changer le regard des jeunes sur le monde et la violence. S'ils grandissent en ayant intégré ce nouveau point de vue, alors la paix sera possible », conclut Leben Moro avec conviction.

[swisspeace](#)

Amélie Lustenberger

amelie.lustenberger@swisspeace.ch

Communications

---

actualité

# Organisations membres du KOFF



À bord du robuste véhicule tout-terrain de miva, l'équipe de PCU reste mobile quel que soit l'état de la route. Photo de miva

## En route pour la paix

De nombreuses personnes menacées de violations des droits humains au Burundi trouvent refuge dans l'Est du Congo. Au camp de réfugiés de Lusenda, l'organisation *Pax Christi Uvira* (PCU) œuvre en faveur de la promotion de la paix. L'engagement pour la compréhension entre les peuples d'ethnie et de religion différentes constitue une part importante de ce travail. Parce que les projets nécessitent des déplacements fréquents, miva apporte son soutien en mettant à disposition un robuste véhicule tout-terrain pour les trajets hebdomadaires à destination de Lusenda.

[miva](#)

Esther Albisser

[esther.albisser@miva.ch](mailto:esther.albisser@miva.ch)

Marketing et communication

[links](#)

actualité

# swisspeace KOFF



Table ronde du 22 novembre 2018 à l'occasion du lancement du quatrième plan d'action de la Suisse pour la mise en œuvre de la résolution 1325 de l'ONU (Femmes, paix, sécurité). Photo de swisspeace

## Les femmes, la paix et la sécurité: la voix critique de la société civile

**Le 22 novembre 2018, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a lancé à Genève le quatrième Plan d'action national de la Suisse pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité. Il s'agit d'un instrument de politique intérieure et extérieure important pour la Suisse, qui jette les bases d'une politique de paix égale. L'un des points focaux sont les rôles des femmes dans la lutte contre l'extrémisme violent. La société civile suisse examine de manière critique l'impact de cet objectif sur les femmes et les rôles de genre dans la promotion de la paix et la prévention de la violence.**

La résolution 1325 de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité a été un jalon important pour les droits des femmes en 2000. Pour la première fois, le Conseil de sécurité de l'ONU a exigé qu'un plus grand nombre de femmes dans le monde soient impliquées dans la prévention des conflits et les processus de paix et que les femmes soient protégées contre



la violence dans les conflits. Dans la mise en œuvre de la résolution par les États membres, la participation des femmes et la protection contre la violence ont jusqu'à présent été au premier plan. Le quatrième Plan d'action de la Suisse fixe désormais de nouvelles priorités et définit l'inclusion des femmes dans la "prévention de l'extrémisme violent" comme un objectif important pour une prévention efficace des conflits.

Les quinze organisations non gouvernementales de la société civile suisse se sont donné pour mission de porter un regard critique sur la mise en œuvre du Plan d'action et de renforcer la pertinence de l'instrument dans la pratique. Ils préconisent un examen critique du rôle du genre dans la consolidation de la paix et la prévention de la violence. Dans le cadre d'un projet de quatre ans, nous examinons donc les questions suivantes dans une première phase:

- Quels rôles les femmes jouent-elles dans la prévention des conflits et de la violence, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la "prévention de l'extrémisme violent" – un programme fortement influencé par les approches du secteur de la sécurité?
- Comment concilier les approches féministes des rôles des femmes dans la prévention des conflits et de la violence et la consolidation de la paix avec le programme de sécurité ?
- Comment se présente dans la pratique la promotion de la participation des femmes aux efforts visant à "prévenir l'extrémisme violent"? Quel impact cela a-t-il sur les femmes et les organisations de femmes de la société civile?

Le projet d'étude de ces questions est dirigé par trois organisations de promotion de la paix: KOFF – la plateforme suisse de promotion de la paix; cfd – l'ONG féministe pour la paix et Femmes de Paix Autour du Monde.

[swisspeace](#)

Anna Leissing

[anna.leissing@swisspeace.ch](mailto:anna.leissing@swisspeace.ch)

[links](#)

- [DSH: Femmes, paix et sécurité](#)
- [Civil Society alternative report on Women, Peace & Security \(en allemand\)](#)

---

calendrier

# Événements

## PAGE DE NOUVELLES DES MEMBRES DE KOFF

Les prochaines manifestations organisées par les organisations membres du KOFF se trouvent sur notre PAGE D'INFORMATION DES MEMBRES DU KOFF.

---

## COURS DE SWISSPEACE

Vous pouvez vous inscrire aux cours suivants de swisspeace jusqu'à mi-janvier/fin janvier:

- MEDIATION & PEACEMAKING
- GENDER CONFLICT & PEACEBUILDING

Vous trouverez des informations sur l'ensemble de l'offre de cours de swisspeace sur la promotion de la paix et les conflits sur NOTRE PAGE WEB.

---

Ce PDF a été généré automatiquement.  
Lire à propos : [www.swisspeace.ch/apropos](http://www.swisspeace.ch/apropos)

---

**Éditeur** KOFF de swisspeace  
**Contact** Sonnenbergstrasse 17, Case postale, CH-3001 Bern  
Tél.: +41 (0)31 330 12 12  
**Rédaction** Amélie Lustenberger, Dayana Hug  
**Traduction** Furrer Übersetzungen, Übersetzergruppe Zürich  
**Couverture** Bâtiment effondré après un tremblement de terre à Chautara, Népal 2015  
Photo : Jessica Lea/DFID

## KOFF

Die Schweizer Plattform für Friedensförderung  
La plateforme suisse de promotion de la paix  
La piattaforma svizzera per la promozione della pace  
The Swiss platform for peacebuilding

---

Le KOFF est une plateforme d'échange et de dialogue animée par swisspeace. Elle est soutenue par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

ae-centre	Fondation Hironnelle	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Action de Carême	Fondation Peace Nexus	Palmyrah
Alliance Sud	Fondation village d'enfants	Peace Brigades International Suisse
APRED	Pestalozzi	Peace Watch Switzerland
artasfoundation	Graines de Paix	Quaker United Nations Office
Baha'i	Green Cross Suisse	Société pour les peuples menacés
Brücke · Le pont	Groupe pour une Suisse sans armée	Solidar Suisse
Caritas Suisse	HELVETAS Swiss Intercooperation	SOS Village d'enfants
cfd	IAMANEH Suisse	Stiftung für Integrale
Conseil suisse pour la paix	ICP	Friedensförderung
Croix-Rouge Suisse	Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS)	Swiss Academy for Development
DCAF	Interpeace	SWISSAID
Eirene Suisse	Ligue Suisse des femmes catholiques	Terre des Femmes Suisse
Entraide Protestante Suisse	medico international suisse	terre des hommes schweiz
Femmes de Paix Autour du Monde	MIR Suisse	
Femmes pour la Paix Suisse	mission 21	
Fondation Caux – Initiatives et changement	miva – transporte l'aide	